

LA TABLE RONDE

La table ronde de 18h 30 a rassemblé les quatre conférenciers de la journée : Jean-Luc Velay, Christophe Evans, Florence Benhamou et Milad Doueïhi. Bernard Vanmalle en était le modérateur. Celui-ci a rappelé les enjeux de la journée : multiplier les points de vue, croiser les différents éclairages pour susciter la réflexion et prendre la mesure de l'évolution de société à laquelle nous participons.

C'est d'ailleurs ce terme d'évolution qui a permis d'ouvrir le débat. Faut-il parler d'évolution ou de révolution ? Pour Françoise Benhamou, il s'agit bien d'une révolution cognitive car notre façon de construire et d'échanger notre savoir s'est totalement modifiée. Christophe Evans a nuancé le propos en rappelant qu'il y a des permanences, voire des récurrences des usages : n'assiste-t-on pas à un retour en force de la « petite reine » dans nos villes ? Ce qui doit être relevé, plus que l'innovation, c'est le caractère disruptif de nos pratiques à l'heure numérique. Milad Doueïhi propose le mot « conversion », au sens où notre société suit le modèle numérique convertisseur de formats. Jean-Luc Velay souligne quant à lui le caractère brutal de la rupture : les outils numériques ne sont plus de simples outils, à partir du moment où leur utilisation modifie notre façon de penser. Il s'agit bien d'une révolution puisque le retour à l'état précédent n'est pas envisageable.

Pour Bernard Vanmalle, toute révolution porte en elle à la fois la destruction et la création, ce qui explique un double état d'esprit : l'angoisse de certains et leur désir d'arrêter cette société en marche, l'enthousiasme, pour d'autres, face au potentiel découvert. F. Benhamou compare le phénomène à la révolution des transports en montrant que celle-ci va plus loin, car le numérique transporte de l'information et irrigue l'ensemble des échanges et des manières de penser, d'où le sentiment d'angoisse ou d'enthousiasme évoqué car on a affaire à quelque chose de fondamental. M. Doueïhi renchérit sur la radicalité de la rupture : il n'y a pas d'équivalent dans notre histoire.

Une question venue du public oriente le débat vers la dépendance énergétique : comment penser la révolution numérique indépendamment de cette problématique ? J.L. Velay développe ce point en soulignant la forte dépendance de l'informatique à l'énergie et à la matérialité. En effet, les outils connaissent une obsolescence très rapide. De plus, cela ne peut que renforcer les inégalités sociales.

Et qu'en est-il du contrôle ? Un auditeur pose le problème politique : dans la mesure où les Etats – Unis détiennent une forte puissance dans le secteur numérique, qu'advierait-il en cas de dictature américaine ? M. Doueïhi souligne le fait qu'il s'agit de questionnements occidentaux et qu'il y a beaucoup d'incertitudes : sur l'échelle de développement des grands acteurs du numérique, sur la cartographie même de la répartition de la puissance. Les acteurs chinois et russes en effet sont très puissants mais l'Inde représente une grande inconnue.

Peut-on encore faire des choix, y a-t-il de la place pour la liberté ? demande Joëlle Baumerder, directrice de la Maison du livre à Bruxelles. M. Doueïhi est formel : on ne peut pas contrôler la question de la traçabilité. Mais on peut la maîtriser dans ses usages personnels. En effet, le monde numérique est très riche, l'utilisateur peut faire des choix et ne pas aller toujours du côté de la facilité. On peut se donner les moyens de préférer des logiciels libres plutôt que payants. Car les outils de l'ouvert, selon son expression, permettent d'avoir un meilleur contrôle sur nos données personnelles. Ainsi, F. Benhamou confie travailler avec un agenda papier et utiliser un crayon et une gomme plutôt que l'agenda Google ! J. L. Velay insiste sur la possibilité du choix. Avoir le choix des livres, du support, de la façon d'écrire. Ainsi, il faut être prudent : systématiser l'apprentissage de l'écriture au clavier risque de faire perdre cette possibilité. D'ailleurs, dans la Silicon Valley, les enfants des écoles huppées font leurs apprentissages fondamentaux en dehors du numérique. L'argument mis en avant est l'indépendance par rapport aux outils, qui doivent rester des outils, rappelle encore M.Velay.

Un auditeur s'inquiète pour la France : quel est l'avenir des classes et des médiathèques ? F. Benhamou évoque les MOOCS (cours en ligne). C'est là encore un outil qui ne remplace pas la relation personnelle avec un professeur. C. Evans confirme cette idée en mentionnant des résultats d'enquête sur les MOOCS qui sont parfois très mitigés : s'il y a beaucoup d'inscriptions en début de cours, il y a une forte déperdition au fil du temps. On ressent alors le besoin d'une médiation humaine. En outre, M. Evans rappelle qu'on peut mettre en œuvre des formes de résistance autour de la notion de bien commun. Chacun dans son milieu professionnel, qu'il soit enseignant ou bibliothécaire, peut aider les institutions à évoluer et à faire en sorte qu'elles nous aident à prendre en compte les enjeux. Par exemple, avant de faire créer à un usager une boîte Gmail, ne peut-on l'avertir de ce que cela signifie en termes de traçabilité ?

Une nouvelle question de la salle porte sur les modifications potentielles du physique des jeunes. Pour J.L. Velay ce n'est pas une réelle menace car il faudrait que les activités physiques soient vraiment très réduites pour que cela impacte le physique. Pour F. Benhamou le changement crucial concerne le rapport à l'espace et à la perception de la ville. L'utilisation massive du GPS par exemple modifie notre représentation spatiale. Pour J.L. Velay, ce changement cognitif représente une régression : nous en sommes revenus au temps du cabotage, sans représentation globale du territoire. Cependant, il faut nuancer le propos : d'un autre côté, le numérique représente un progrès pour des personnes en difficulté face à la chose écrite. L'écriture au clavier par exemple est plus facile pour des dyslexiques. Ou encore, les liseuses permettent de lire avec une police de caractère adaptée aux yeux vieillissants.

Mais comment avertir les générations futures des dangers potentiels du numérique ? demande une auditrice, aux prises avec ses propres enfants. M. Doueïhi demande de faire confiance à l'*homo numericus* en se fondant sur ce constat : ceux qui sont les plus engagés dans le monde numérique sont aussi les plus vigilants sur ses dérives. C. Evans recommande lui aussi le passage par l'expérience. Ainsi se met en place une auto-régulation.

On aborde ensuite l'idée d'une nouvelle économie de partage : est-elle plutôt en rapport avec les idéaux libertaires, demande B. Vanmalle, ou le capitalisme ? Mme Benhamou met en garde contre l'illusion et l'idéalisation du « cloud » : loin d'être un joli nuage, c'est d'abord une réserve en dur de big data possédée par des groupes surpuissants. Il y a certes, un idéal de partage et de liberté chez certains utilisateurs du numérique mais il ne faut pas oublier que la majorité utilise le partage pour faire du profit.

Les dernières questions concernent les langues, autres que l'anglais : ont-elles un avenir ? M. Doueïhi est formel, le local va revenir avec force. J.L. Velay évoque les difficultés des Chinois qui désapprennent leur langue écrite à force d'utiliser les outils numériques.

Mais il est temps de conclure car le sujet évoque des questions sans fin. Un dernier auditeur met en relief l'idée de vertige dans un temps modifié et en perpétuelle évolution. Comme dit F. Benhamou, le numérique écrase le temps et l'espace. C. Evans en appelle à une réflexion collective et cite le sociologue et philosophe Hartmut Rosa : on peut mettre en place des poches de ralentissement mais on ne ralentira plus. Il faut donc apprendre à vivre avec.

Pour *Les Ailes du vent*, Albertine Benedetto